

11.03.2012 – 14:48 Uhr

La surcharge à la place de travail reste d'actualité

Bern (ots) -

Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante de 170'000 travailleurs et travailleuses, regrette le non des citoyens et citoyennes à l'initiative « 6 semaines de vacances pour tous ». Mais le problème de la charge de travail trop élevée et de ses effets négatifs pour la santé et l'économie n'en disparaît pas pour autant. Le moment défavorable de la votation, et la campagne visant à faire peur des adversaires, ont empêché de faire un premier pas vers une solution à ce problème. La balle est maintenant dans le camp du Conseil fédéral et des employeurs.

Travail.Suisse est déçu que les citoyens et citoyennes aient rejeté aujourd'hui l'initiative populaire « 6 semaines de vacances pour tous ». Mais, en même temps, nous sommes fiers d'avoir réussi, grâce à l'initiative, à faire de la question de la forte charge de travail et ses conséquences négatives un sujet largement discuté. On a mis ainsi à l'ordre du jour de l'agenda politique une menace bien réelle pour le modèle de réussite économique de la Suisse.

Une forte charge de travail coûte cher et est préjudiciable à l'économie

La charge élevée au lieu de travail coûte environ 10 milliards de francs par an. Cela a comme conséquence qu'un travailleur sur trois ne peut pas travailler jusqu'à l'âge de la retraite pour des raisons de santé. L'initiative a contribué à ce que de larges cercles dans la politique et l'économie reconnaissent ces coûts élevés pour la société et préjudiciables à l'économie. Ni la charge élevée à la place de travail, ni la nécessité de mesures contre les conséquences négatives sur le plan de la santé et pour l'économie, ne sont remises en question par le Conseil fédéral ou les employeurs.

Une campagne jouant sur la peur a créé de l'insécurité

En raison de la grande incertitude liée à la crise de l'euro et des prévisions conjoncturelles, la votation a eu lieu à un moment très défavorable. Pour de nombreux citoyens et citoyennes, le souci actuel de son emploi l'a emporté de façon compréhensible sur le bien-être à long terme des personnes et de l'économie. Les adversaires de l'initiative ont joué ainsi à fond la carte de l'insécurité pour les travailleurs/euses avec une campagne jouant sur les peurs. En fin de compte, l'impression a prévalu qu'il n'est pas possible d'accorder plus de vacances dans la situation actuelle.

Défi à relever pour Le Conseil fédéral et les employeurs

La force de l'économie suisse repose sur des travailleurs et travailleuses en bonne santé et motivés. Le monde du travail actuel fragilise la santé des personnes et contribue peu à cette motivation sur la durée. La démographie renforce cette évolution. La réussite économique de la Suisse est ainsi menacée. Un pays à hauts salaires comme la Suisse doit justement faire tout particulièrement attention au bien-être des travailleurs/euses. Ce devoir reste d'actualité, aussi avec le non d'aujourd'hui. Le Conseil fédéral et les employeurs sont maintenant mis au défi, dans la politique et par le partenariat social, de chercher à trouver de nouvelles solutions. Nous restons prêts à saisir la balle au bond.

Contact:

Martin Flügel, président, Tél. 079/743'90'05

Suzanne Blank, responsable du dossier politique économique, Tél.

078/850'91'19

www.travailsuisse.ch